

Barrage de Busanga : Des villageois expulsÃ©s attendent toujours rÃ©paration

Dossier de la rÃ©daction de H2o
October 2021

Le rÃ©seau Mwangaza, collectif d'organisations de la sociÃ©tÃ© civile dans le secteur de l'Ã©nergie, monte au crÃ©neau. Ã€ ce mois de l'inauguration de la centrale hydroÃ©lectrique de Busanga, dans le sud de la rÃ©gion du Katanga, plus de mille personnes, ayant Ã©tÃ© expropriÃ©s de leurs habitations par la sociÃ©tÃ© chinoise Sicohydro, attendent toujours d'Ãªtre indemnisÃ©es. Depuis une annÃ©e, les habitants des trois villages riverains de la centrale hydroÃ©lectrique de Busanga sont sans abris. Leurs maisons ont Ã©tÃ© dÃ©truite au profit du barrage et leurs champs inondÃ©s par les eaux de retenue. Machozi Alphonsine, habitante dÃ©placÃ©e, tÃ©moigne des conditions de vie depuis un an : "Nos villages ont Ã©tÃ© dÃ©truites ceux qui construisent le barrage. Nous nous sommes rÃ©fugiÃ©s ici en brousse. Nous y avons construit des huttes. Malheureusement, nous sommes doublement victime parce que dÃ©sormais nous subissons des inondations. Ou pouvons-nous aller ?" Les revendications de ces communautÃ©s ne sont entendues ni par l'Ã‰tat congolais ni par la sociÃ©tÃ© Sicohydro, initiateurs du projet. Les travaux du barrage touchent bientÃ´t Ã leur fin mais les organisations de la sociÃ©tÃ© civile qui accompagnent les victimes sont fermes et exigent le rÃ©glement du litige. "Il n'y aura pas d'inauguration sans indemnisation de ces communautÃ©s", prÃ©vient Me Freddy Kasongo, membre du rÃ©seau Mwangaza. Pour l'heure, les multiples missions menÃ©es par le gouvernement provincial du Lualaba pour Ã©valuer les indemnitÃ©s des victimes n'ont donnÃ© aucun rÃ©sultat.

Denise Maheho, Radio France Internationale -Â AllAfrica Â